

Délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 portant création d'un compte spécial 'Fonds de régulation des prix des hydrocarbures'

Paru in extenso au journal officiel n°24 N du 12/06/1997 à la page 1141

Version en vigueur au 19/12/2024

L'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 63-1 AT du 18 janvier 1963 portant réglementation du service des douanes de la Polynésie française, valant code des douanes, modifiée par la délibération n° 95-255 AT du 14 décembre 1995 ;

Vu la délibération n° 90-89 AT du 30 août 1990 modifiant la délibération n° 90-46 AT du 10 avril 1990 portant aménagement du tarif des douanes applicable à certains produits pétroliers ;

Vu la délibération n° 95-15 AT du 19 janvier 1995 modifiant la délibération n° 92-135 AT du 20 août 1992 portant aménagement d'un régime fiscal privilégié applicable aux produits pétroliers sous condition d'emploi ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée par la délibération n° 96-160 APF du 12 décembre 1996 portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière du territoire et de ses établissements publics ;

Vu l'arrêté n° 360 CM du 8 avril 1997 soumettant le projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 614-97 SG du 20 mai 1997 de convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 71-97 du 15 avril 1997 de la commission des finances ;

Dans sa séance du 29 mai 1997,

Adopte :

Article 1er

Il est créé un compte spécial dénommé "Fonds de régulation des prix des hydrocarbures (F.R.P.H.)".

Art. 2 *Rédaction issue de Loi du Pays n° 2023-20 du 27 janvier 2023*

Ce fonds a pour objet d'éviter les fluctuations brutales des prix des hydrocarbures destinés à la consommation intérieure.

Les produits pétroliers concernés relèvent des numéros de nomenclature suivants :

- pétrole lampant pour usages domestiques relevant de la codification douanière 2710.19.12 ;
- essences à teneur en plomb inférieure à 0.013 g/litre relevant de la codification douanière 2710.12.23 ;
- essences à teneur en plomb inférieure à 0.013 g/litre relevant de la codification douanière 2710.12.23 destinées aux entreprises perlicoles dûment agréées ;
- essences à teneur en plomb inférieure à 0,013 g/litre relevant de la codification douanière 2710.12.23, destinées à l'alimentation des moteurs des navires de pêche battant pavillon français, muni d'un permis de navigation en cours de validité, dont l'armateur est titulaire d'une licence de pêche professionnelle ;
- fioul ou MDO relevant de la codification douanière 2710.19.22 destiné à la SA Électricité de Tahiti ;
- gazole dont la teneur en soufre est inférieure ou égale à 0,05% en masse relevant de la codification douanière 2710.19.25 ;
- gazole dont la teneur en soufre est inférieure ou égale à 0,05% en masse relevant de la codification douanière 2710.19.25 destiné à l'alimentation des moteurs des navires de commerce assurant la desserte maritime interinsulaire ne relevant pas de la catégorie des engins à grande vitesse ;
- gazole dont la teneur en soufre est inférieure ou égale à 0,05% en masse relevant de la codification douanière 2710.19.25 destiné à l'alimentation des moteurs des navires de commerce assurant la desserte maritime interinsulaire, relevant de la catégorie des engins à grande vitesse ;
- gazole dont la teneur en soufre est inférieure ou égale à 0,05% en masse relevant de la codification douanière 2710.19.25 destiné à des matériels utilisés exclusivement à des activités professionnelles agréées et soumises à une réglementation tarifaire ;
- gazole dont la teneur en soufre est inférieure ou égale à 0,05% en masse relevant de la codification douanière 2710.19.25 destiné à l'alimentation des moteurs des navires de pêche battant pavillon français muni d'un permis de navigation en cours de validité, dont l'armateur est titulaire d'une licence de pêche professionnelle ;
- gazole dont la teneur en soufre est inférieure ou égale à 0,05% en masse relevant de la codification douanière 2710.19.25 destiné à l'alimentation des centrales de production d'énergie électrique dans les îles autres que Tahiti, et consommé par les exploitants de service public ;
- gazole dont la teneur en soufre est inférieure ou égale à 0,05% en masse relevant de la codification douanière

2710.19.25 destiné à l'avitaillement des navires de plaisance français ou étrangers immatriculés hors du territoire de la Polynésie française à usage privé ;

- gazole dont la teneur en soufre est inférieure ou égale à 0,05% en masse relevant de la codification douanière 2710.19.25 destiné à l'avitaillement des navires équipés et armés pour la recherche scientifique, français ou étrangers, immatriculés hors du territoire de la Polynésie française ;

- gazole dont la teneur en soufre est inférieure ou égale à 0,05% en masse relevant de la codification douanière 2710.19.25 destiné à l'alimentation des centrales de production d'énergie électrique de l'île de Tahiti, exploitées dans le cadre d'un service public ;

- gazole dont la teneur en soufre est inférieure ou égale à 0,05% en masse relevant de la codification douanière 2710.19.25 destiné aux entreprises perlicoles dûment agréées ;

- gaz de pétrole butane autres relevant de la codification douanière 2711.13.90 ;

- essences à teneur en plomb inférieur à 0,013 g/litre relevant de la codification douanière 2710.12.23 destiné à l'alimentation des moteurs des navires des communes de Polynésie française et de leurs groupements munis d'un permis de navigation en cours de validité ;

- gazole dont la teneur en soufre est inférieure ou égale à 0,05% en masse relevant de la codification douanière 2710.19.25 destiné à l'alimentation des moteurs des navires des communes de Polynésie française et de leurs groupements munis d'un permis de navigation en cours de validité.

On entend par "engin à grande vitesse" les navires, dont le permis de navigation mentionne cette qualité.

Art. 3 *Rédaction issue de Délibération n° 2024-114 APF du 12 décembre 2024*

Les ressources du fonds sont constituées par :

- les recettes résultant du produit du montant de stabilisation défini à l'article 7 de la présente délibération, quand il est positif, par la quantité d'hydrocarbures ou d'additifs concernés, exprimée en kilogramme pour le gaz, en litre pour les hydrocarbures et par unité de distribution pour l'additif à base de phosphore, mis à la consommation par les importateurs.

Ces sommes sont versées au FRPH par les importateurs.

- l'ajustement correspondant à la différence entre le montant de la reprise de la stabilisation auquel s'est engagé la SA EDT (conformément aux dispositions de la convention n° 99-3858 du 6 décembre 1999) et le montant effectivement payé ;

- à compter du 1er janvier 2025, le produit de la Taxe spécifique exceptionnelle sur certains carburants (TSE) instituée par l'article 194 bis C I du code des douanes de Polynésie française ;

- des subventions exceptionnelles en provenance du budget général de la Polynésie française.

Art. 4 *Rédaction issue de Loi du Pays n° 2023-20 du 27 janvier 2023*

Les dépenses du fonds correspondent au montant du produit du montant de stabilisation défini à l'article 7 de la présente délibération, quand il est négatif, par la quantité d'hydrocarbure concerné, exprimée en kilogramme pour le gaz et en litre pour chacun des autres produits, mise à la consommation par les importateurs.

Pour l'année 1998, les dépenses du fonds sont également constituées par un versement de 400 millions de F CFP au budget général du territoire.

Pour l'année 1999, les dépenses du fonds sont également constituées par un versement de 1,3 milliard de F CFP au budget du compte d'aide aux victimes des calamités.

Pour l'année 2000, les dépenses du fonds sont également constituées par un versement de 100.000.000 F CFP au budget du compte d'aide aux victimes des calamités.

Pour l'année 2009, les dépenses du fonds sont également constituées par un versement de sept cent quarante millions de francs CFP (740 000 000 F CFP) au budget général de la Polynésie française.

Pour l'année 2016, les dépenses du fonds sont également constituées par un versement d'un milliard six cent millions de francs CFP (1 600 000 000 F CFP) au budget général de la Polynésie française.

Pour l'année 2017, les dépenses du fonds sont également constituées par un versement d'un milliard neuf cent cinquante millions de francs CFP (1 950 000 000 F CFP) au budget général de la Polynésie française.

Les dépenses du fonds comprennent également des annulations de titres.

Art. 5 *Rédaction issue de Délibération n° 2024-114 APF du 12 décembre 2024*

À la clôture de l'exercice budgétaire, le fonds doit présenter un solde créditeur ou nul. Le disponible est automatiquement reporté sur l'exercice budgétaire suivant. En cas de clôture du fonds, le solde créditeur est

reversé au budget général de la Polynésie française.

Art. 6 *Rédaction issue de Loi du Pays n° 2011-33 du 9 décembre 2011*

Le service des douanes établit et transmet à la direction générale des affaires économiques un état des quantités, exprimées en kilogramme pour le gaz et en litre pour chacun des autres produits. Pour ces derniers, les états sont établis par décade.

Art. 7 *Rédaction issue de Loi du Pays n° 2023-20 du 27 janvier 2023*

Pour chaque produit, le montant de stabilisation unitaire est la différence entre le prix de revient toutes taxes comprises et marges réglementaires comprises et le prix de vente fixé par le conseil des ministres.

Les montants de stabilisation sont définis, en francs CFP par kilogramme pour le gaz butane et en francs CFP par litre pour chacun des autres produits mentionnés à l'article 2 de la présente délibération.

Les montants de stabilisation sont fixés par arrêté pris en conseil des ministres, sous réserve que les dépenses unitaires du fonds, exprimées en francs CFP par litre ou par kilogramme, ne dépassent pas les valeurs suivantes pour les produits hydrocarbures suivants :

- essences à teneur en plomb inférieur à 0,013 g/litre destinées aux entreprises perlicoles dûment agréées : 0 F CFP/litre ;
- gazole destiné à l'alimentation des moteurs des navires de commerce assurant la desserte maritime interinsulaire autre que celle entre Tahiti et Moorea : 20 F CFP/litre ;
- gazole destiné à l'alimentation des moteurs des navires de commerce assurant la desserte maritime entre Tahiti et Moorea : 18 F CFP/litre ;
- gazole destiné à des matériels utilisés exclusivement à des activités professionnelles agréées et soumises à une réglementation tarifaire : 27 F CFP/litre ;
- gazole destiné à l'alimentation des moteurs des navires de pêche battant pavillon français muni d'un permis de navigation en cours de validité, dont l'armateur est titulaire d'une licence de pêche professionnelle : 52 F CFP/litre ;
- gazole destiné aux entreprises perlicoles dûment agréées : 0 F CFP/litre.

Le conseil des ministres peut, en raison de circonstances économiques exceptionnelles ou d'une calamité publique, définir un ou des montant(s) de stabilisation dépassant les valeurs maximales prévues ci-dessus.

Art. 8 *Rédaction issue de Loi du Pays n° 2011-33 du 9 décembre 2011*

La direction générale des affaires économiques est chargée de la gestion du F.R.P.H. Il rend compte de la gestion du fonds au conseil des ministres.

Il est chargé de la liquidation des recettes et des dépenses effectuées sur ce fonds.

Art. 9

Des arrêtés pris en conseil des ministres préciseront en tant que de besoin les conditions d'application de la présente délibération et les modalités de fonctionnement du F.R.P.H.

Art. 10

Les délibérations n° 90-47 AT du 10 avril 1990, n° 92-190 AT du 30 octobre 1992 et n° 92-233 AT du 30 décembre 1992 sont abrogées.

Art. 11

Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au Journal officiel de la Polynésie française.

Le secrétaire,
Eugène BESSERT.

Le président,
Justin ARAPARI.

Voir toutes les modifications dans le temps :

- [Délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997](#), JOPF n° 24 N du 12/06/1997 à la page 1141
- [Délibération n° 97-220 APF du 4 décembre 1997](#), JOPF n° 52 N du 25/12/1997 à la page 2664
- [Délibération n° 98-175 APF du 29 octobre 1998](#), JOPF n° 46 N du 12/11/1998 à la page 2347
- [Délibération n° 99-17 APF du 4 février 1999](#), JOPF n° 6 N du 11/02/1999 à la page 296
- [Délibération n° 99-231 APF du 16 décembre 1999](#), JOPF n° 52 N du 30/12/1999 à la page 2993
- [Délibération n° 2000-47 APF du 9 mai 2000](#), JOPF n° 20 N du 18/05/2000 à la page 1124
- [Délibération n° 2000-152 APF du 7 décembre 2000](#), JOPF n° 52 N du 28/12/2000 à la page 3177
- [Délibération n° 2001-209 APF du 11 décembre 2001](#), JOPF n° 15 NS du 27/12/2001 à la page 550
- [Délibération n° 2003-184 APF du 6 décembre 2003](#), JOPF n° 12 NS du 26/12/2003 à la page 309
- [Délibération n° 2005-27 APF du 28 janvier 2005](#), JOPF n° 6 N du 10/02/2005 à la page 631
- [Délibération n° 2005-84 APF du 16 août 2005](#), JOPF n° 34 N du 25/08/2005 à la page 2728
- [Délibération n° 2009-10 APF du 27 mars 2009](#), JOPF n° 24 NS du 01/04/2009 à la page 541
- [Loi du Pays n° 2011-33 du 9 décembre 2011](#), JOPF n° 72 NS du 09/12/2011 à la page 3114
- [Loi du Pays n° 2012-31 du 10 décembre 2012](#), JOPF n° 56 NS du 11/12/2012 à la page 3151
- [Délibération n° 2012-55 APF du 10 décembre 2012](#), JOPF n° 51 N du 20/12/2012 à la page 8112
- [Délibération n° 2016-48 APF du 14 juin 2016](#), JOPF n° 51 N du 24/06/2016 à la page 6838
- [Délibération n° 2016-123 APF du 1er décembre 2016](#), JOPF n° 73 NS du 09/12/2016 à la page 5483
- [Délibération n° 2017-75 APF du 22 août 2017](#), JOPF n° 59 NS du 30/08/2017 à la page 4928
- [Loi du Pays n° 2017-29 du 16 octobre 2017](#), JOPF n° 69 NS du 16/10/2017 à la page 6582
- [Loi du Pays n° 2019-31 du 2 décembre 2019](#), JOPF n° 75 NS du 02/12/2019 à la page 9300
- [Délibération n° 2021-106 APF du 7 octobre 2021](#), JOPF n° 83 N du 15/10/2021 à la page 24445
- [Loi du Pays n° 2023-20 du 27 janvier 2023](#), JOPF n° 9 NS du 27/01/2023 à la page 898
- [Délibération n° 2024-114 APF du 12 décembre 2024](#), JOPF n° 152 N du 19/12/2024 à la page 25119